

[Text]

value of that loan, because if it is a 15-year loan at a very low interest rate, it is worth theoretically nothing, in my view.

The point I want to make is that if some of them are worth, theoretically, nothing and they do affect the reserve position of poor countries, particularly the poorest countries, why should Canada keep that on the books as a payable by them and a receivable by us? It would only be repaid in 50 years, I believe, in some cases with interest as low as 3%. The appropriation process here may be different, but if it is only that, I think we should write them off. I would like the information as a basis for my argument.

• 1225

My second question is that I would like to know what percentage of the bilateral development assistance program is under lines of credit. You do not have to give me the exact amount, but I would like a ballpark figure.

I take it that under a line of credit that comes under a framework of some kind that is agreed upon by Canada with a country and it goes over a period of years and then the country decides, out of the variety of goods in Canada, what it wants to buy. Is this correct?

**Mr. McWhinney:** Mr. Chairman, in response to the hon. member, by way of a perspective on lines of credit, in 1981-82, for which we do have complete figures now, as distinct from 1982-1983, of the \$548 million dispersed by bilateral programs approximately \$102 million, or 18.6%, was utilized for lines of credit. We at present have 24 line-of-credit projects that are operational with a total value of some \$458 million. The number, the value, and to some extent the percentage of bilateral projects represented by lines of credit have been increasing.

The lines of credits are specific projects, principally, I think I am right in saying, agreed to by CIDA and the recipient country for specific commodities, goods or services, as distinct from a general line of credit. I think we have had general lines of credit, but they are relatively small as a type of line of credit. Most of them are very specific. India, for example: oil and gas sector line of credit, mineral sector line of credit.

**Mr. Breau:** Okay. I thank you very much. I was not aware it was in the letter that was sent to us this morning.

**Mr. McWhinney:** Some of the information, yes.

**Mr. Breau:** I do not want what I am going to say to be interpreted as being made in the absolute sense because I think it is an error in the development assistance program to be absolute and to say one instrument is better than the next, or whatever. I think we need a mix and we need a balance because government-to-government relationships are too complex to be simplified and to be absolute about. But I would warn the administrators of CIDA and the government that, while it is acceptable in terms of this balance and this mix that I am talking about to have a line of credit because in some

[Translation]

s'ils courent sur 15 ans à un taux d'intérêt très faible, théoriquement, à mon avis, ils sont à fonds perdus.

S'ils sont, théoriquement, à fonds perdus et s'ils hypothèquent la situation financière des pays pauvres, tout particulièrement celle des pays des plus pauvres, pourquoi le Canada les considère-t-il toujours comme des comptes payables et à recevoir? Je crois que dans certains cas ils doivent être remboursés sur 50 ans à un taux d'intérêt aussi faible que 3 p. 100. Le calcul est peut-être fait de manière différente, mais si tel est bien le cas, nous devrions purement et simplement les éliminer de nos comptes. J'aimerais ces renseignements pour défendre mon argument.

Deuxièmement, j'aimerais savoir quel pourcentage des programmes bilatéraux d'aide au développement se fait sous forme de ligne de crédit. Je ne vous demande pas de chiffre exact, une simple approximation.

Je suppose que le Canada conclut avec un pays un accord de ligne de crédit courant sur un certain nombre d'années et le pays bénéficiaire doit alors déterminer quel genre de biens canadiens il veut acheter. C'est bien ainsi?

**M. McWhinney:** Monsieur le président, pour mettre ces lignes de crédit en perspective, permettez-moi de vous dire qu'en 1981-1982, année pour laquelle nous avons maintenant tous les chiffres, par opposition à 1982-1983, sur les 548 millions de dollars consacrés aux programmes bilatéraux environ 102 millions, ou 18,6 p. 100, ont été utilisés sous forme de lignes de crédit. À l'heure actuelle, nous avons 24 projets financés par des lignes de crédit en cours pour une valeur totale de quelque 458 millions de dollars. Le nombre, la valeur, et dans une certaine mesure, le pourcentage de projets bilatéraux financés par ligne de crédit ont augmenté.

Je ne pense pas me tromper en disant que ces lignes de crédit correspondent principalement à des projets précis approuvés par l'ACDI et les pays bénéficiaires pour des services, des biens ou des denrées particulières contrairement à une ligne de crédit globale. Nous avons déjà offert des lignes de crédit globales, mais cela représente une petite minorité. La majorité porte sur des projets très précis. Par exemple, nous avons offert une ligne de crédit à l'Inde pour son secteur gazier et pétrolier, et une autre pour son secteur minéralier.

**M. Breau:** Très bien. Je vous remercie infiniment. J'ignorais que c'était dans la lettre que l'on nous a envoyée ce matin.

**M. McWhinney:** Certains de ces renseignements, oui.

**M. Breau:** Je ne veux pas que l'on interprète mes propos comme étant péremptoires, car je pense qu'être péremptoires et dire qu'une méthode est meilleure qu'une autre en matière d'aide au développement est une erreur. Un mélange et un équilibre sont nécessaires, car la complexité des rapports de gouvernement à gouvernement interdit la simplification et les prises de position péremptoires. J'avertirai cependant les administrateurs de l'ACDI et le gouvernement que, bien que ces lignes de crédit dans un but d'équilibre et de mélange soient une bonne méthode dans certains cas, elles peuvent